NUMERO SPECIAL : 2 PAGES «SONACOTRA»

(Articles réalisés en commun par Le Quotidien du Peuple et L'Humanité Rouge)

Dans notre édition datée du 1er juillet
RAPPORT POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE
Ce texte qui vient de nous être communiqué sera publié intégralement

Jeudi 29 juin 1978 – No 919 Quotidien des communistes marxistes léninistes de France BP 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source

1,70 F

l'Humanité Rouge

Hausse des prix : plus de 1% en mai

L'indice officiel des prix publié mardi par l'INSEE a augmenté de 1 % en mai. Cet indice étant conçu par les représentants du gouvernement pour atténuer la hausse réelle des prix, on peut affirmer à l'aise qu'elle a dépassé 1 %.

L'augmentation des carburants décidée la semaine dernière va venir se greffer là-dessus. Ces hausses scandaleuses ne se répercuteront que sur les indices de fin juillet et fin août.

Certes, beaucoup de travailleurs seront en congés, le gouvernement Giscard-Barre y a sûrement pensé. Mais les travailleurs n'ont pas attendu ces nouvelles augmentations pour engager la lutte à Renault, Moulinex, dans les arsenaux, etc. pour de meilleures conditions de travail et les salaires.

Ces nouvelles hausses mettent plus que jamais à l'ordre du jour la lutte dans l'unité de la classe ouvrière et la solidarité vis-à-vis des grévistes.

Conflits en cours...

A Flins, après la riposte des ouvriers des presses à la provocation de quelques cadres (un agent de maitrise, un chef d'atelier et un ingénieur ont été notamment blessés), les lettres de licenciement arrivent par plusieurs dizaines.

Il s'agit de licenciements sans indemnité ni préavis qui touchent surtout des travailleurs immigrés et aussi des Français s'étant montrés actifs dans le soutien aux ouvriers des presses.

La CGC parle d'engager des poursuites et demande ouvertement aux autres syndicats de laisser tomber cet atelier.

Le débrayage du mardi matin à Flins avait bloqué la production à l'atelier de mécanique (300 voitures de moins pour la journée), mais cela ne fut pas possible l'après-midi. La CGT, en effet, organisait seule à Paris un rassemblement d'ouvriers de la Régie. Si bien qu'à Flins, le débrayage ne rassembla que quelques dizaines de travailleurs qui ne purent renouveler l'opération du matin.

Dans le même temps étaient publiés les « bons résultats » de Renault pour 1977 : 28 696 millions de francs de chiffre d'affaires (hausses de 11 % sur 1976), plus d'un milliard d'amortissements, plus de deux milliards d'investissements (20,7 % de plus qu'en 1976) et 399 millions de bénéfices !

Les ouvriers des presses continuent leur mouvement. Des mouvements continuent également à Sandouville, Douai et diverses agences de la Régie.

Dans les Vosges, les ouvriers du textile barrent maintenant la ligne de chemin de fer Nancy-Epinal (le trafic a dû être dévié) ainsi que le canal de l'Est et maintiennent ceux établis sur les routes. Ils se relaient sur ces barrages jour et nuit.

Aux arsenaux, la grève a été reconduite. A Brest, 76 % (sur 5 500 votants) se sont prononcés pour la grève illimitée (le plus fort pourcentage depuis le début).

A Lorient, 84,3 % des travailleurs sont pour la poursuite du mouvement.

Les manifestations se succèdent : opération « ville morte » à Cherbourg, barrage sur la nationale Clermont-Ferrand-Thiers, etc.

A Moulinex, la grève continue après les interventions de commandos extérieurs ou de la maitrise et celles de la police (Alençon). Des négociations entamées ont été suspendues.

Contre les fascistes à Paris

20 000 DANS LA RUE !

Si les quelques centaines de nazis qui se sont réunis à la Mutualité, sous la protection des flics de Giscard, avaient pu voir la manifestation antifasciste de mardi soir à Paris, ils auraient pu se rendre compte de la haine et du dégoût qu'ils inspirent au peuple de France.

Ancien résistant, vieux combattants républicains espagnols, ancien déporté arborant une étoile jaune ou antifasciste anonyme, pour chaque nazi qui a participé au rassemblement, 15 à 20 personnes s'étaient déplacées pour crier leur indignation de voir une telle réunion se tenir à Paris, et sous la protection de la police.

Sur l'ensemble de la très longue manifestation, les mots d'ordre les plus divers, retentissaient. Tous étaient centrés sur la nécessité d'écraser le fascisme dans l'œuf, sur la complicité du pouvoir dans la tenue de ce meeting.

Quant au rassemblement euronazi lui-même, il a pu se tenir grâce au formidable déploiement policier installé là pour le protéger : quelques centaines, et ce, malgré de très fortes délégations mussoliniennes et franquistes. Alors que les nostalgiques du « Grand Reich » étaient terrés dans la Mutualité, le peuple était dans la rue et leur criait sa haine.

Oui, il faut reconstruire un grand Parti...

Par Henri Jour

Nous sommes aujourd'hui en 1978, dix ans après le mouvement révolutionnaire de 1968, et la question de l'existence en France d'un puissant parti révolutionnaire ouvrier se pose plus que jamais. Clairement ? Non. Et pourtant à travers les recherches, les hésitations que l'on constate, ici et là, dans les différents mouvements de masse, c'est bien la même question qui est posée.

Tout d'abord dans la classe ouvrière. Les ouvriers les plus conscients s'aperçoivent rapidement en effet dans les luttes de classe en cours de l'absence cruelle d'une grande organisation politique capable de lier, d'unir et de diriger leur combat. Cette idée fait son chemin, d'un côté chez les nombreux ouvriers écœurés par l'attitude et la ligne des dirigeants du PCF qui pour certains ne voulaient plus entendre parler de parti. D'un autre côté, elle fait aussi son chemin chez les travailleurs qui ont cru trouver dans le PCF l'organisation de classe qu'ils recherchaient : ceux-ci s'aperçoivent qu'au-delà des paroles « *dures* » de leurs dirigeants, la pratique du PCF sur le terrain est loin de correspondre à leur attente.

Dans les couches non prolétariennes aussi, l'absence d'un grand parti révolutionnaire ouvrier se fait sentir. Combien ont cru pouvoir s'en remettre complètement à la spontanéité du mouvement de masse que ce soit en militant dans le mouvement écologique ou dans celui des femmes ? Aujourd'hui, beaucoup s'aperçoivent de l'impasse politique dans laquelle ils se trouvent. Un tout petit nombre désespéré en arrive même à croire que la solution se trouve dans l'action directe de petits groupes « *autonomes* ».

En un mot, à l'heure actuelle, il y a un grand vide politique ressenti par tous ceux qui veulent en finir avec la dictature du capital monopoliste ; en même temps il règne encore une grande confusion sur la question de l'organisation politique dont on a besoin.

La cause principale de cette confusion c'est incontestablement la dégénérescence bourgeoise de nombreux partis communistes dans le monde et du PCF en France.

La seconde raison, sociale celle-là, est à rechercher dans la prolétarisation rapide de couches importantes de la petite bourgeoisie qui, en se ralliant à la révolution amène avec elle des conceptions individualistes sur le plan de l'organisation.

La troisième raison, liée aux précédentes, doit être recherchée dans le retard pris dans l'édification d'un parti marxiste-léniniste puissant, retard dû en bonne partie à la division organisationnelle qu subsiste entre le PCMLF et le PCRML. Mais cela pourrait être comblé par le processus d'unification en cours.

Nous réaffirmons, quant à nous, la nécessité de construire rapidement la seule forme d'organisation possible pour abattre la classe exploiteuse : un parti révolutionnaire prolétarien fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique. Pourquoi cela ? Par attachement nostalgique au passé ? Par dogmatisme, sclérose, fossilisme... (que de termes n'entend-on pas ?). A vrai dire nous n'avons aucun attachement nostalgique au passé. Mais le passé nous intéresse pour construire l'avenir en évitant de répéter les erreurs d'hier tout en en retenant les réussites.

A vrai dire aussi, nous n'avons pas d'attachement religieux au principe d'un parti communiste, notre parti est même le seul qui travaille ouvertement à sa propre disparition en se fixant le communisme comme but : lorsqu'il n'y aura plus de classes sociales, plus de danger pour qu'une minorité d'homme exploitent la grande majorité, alors notre parti n'aura plus de raison d'être...

Mais nous avons un attachement féroce à une chose : c'est la défense des intérêts de la classe ouvrière et la victoire du prolétariat et du peuple sur la classe des capitalistes de France et sur les impérialistes étrangers. Cette victoire, nous la voulons le plus tôt possible et avec le moins de sacrifices possibles. C'est cet objectif qui détermine tout le reste. Qu'on nous démontre qu'un tel objectif peut être atteint sans l'édification d'un parti prolétarien indépendant de la bourgeoisie qui prépare inlassablement les masses populaires dans l'esprit « *le pouvoir est au bout du fusil* », qu'on nous démontre qu'un tel parti peut conduire à la victoire sans être lui-même prêt à affronter la violance réactionnaire de la bourgeoisie, des sociaux-impérialistes russes, des impérialistes américains et autres réactionnaires, et alors nous mettrons la clef sous la porte.

Mais personne ne peut démontrer que le parti de type nouveau élaboré par Lénine et enrichi par Mao Tsé-toung dans ses principes est dépassé pour la bonne raison que la lutte des classes dans la société sur le plan national comme sur le plan international ne cesse de s'aiguiser : n'est-ce pas un grand parti révolutionnaire ouvrier armant les masses populaires pour écraser le complot américain qui a manqué au Chili ? N'est-ce

(Suite page 4)

• Nord

«Nous accusons Hannart, Albert Prouvost et Deverloy de complot contre les Deffrenne»

A Deffrenne (Roubaix et Leers) cent ouvriers continuent d'occuper les usines pour conserver leur emploi, pour vivre et travailler à Roubaix. Victimes du patronat (les « Schlumpf » détournant des fonds pour se construire un musée de tacots), victimes des règlements de compte entre capitalistes (les lainiers de Roubaix liquidant le groupe Schlumpf concurrent), victimes du système capitaliste, ils ont osé dire : « *Assez ça suffit !* »

Ils ont marqué des points, mobilisés par leur section syndicale CFDT, ils ont dit non à tout licenciement.

SUR LA VOIE DE LA LUTTE

Ils ont obtenu de la justice bourgeoise la condamnation de Jean Deffrenne pour abus de biens sociaux. Oh, ce n'est pas grand chose : 12 mois de prison, 6 avec sursis et en plus 3 mois de remise de peine pour « bonne conduite »...!!! C'est rare qu'on donne raison aux travailleurs contre les patrons. Mais aujourd'hui, quel avenir pour les Deffrenne ?

ÉLECTIONS : DÉMOBILISATION

Alors qu'en 1977, des délégués disaient : gouvernement de droite ou de gauche, on se battra pour qu'il n'y ait pas de licenciements, en 1978 on se disait que la gauche au pouvoir, ça permettrait de débloquer la situation. La victoire semblait liée, conditionnée à la victoire électorale. Après mars, la faillite de l'Union de la gauche, l'horizon semblait sombre.

A qui la faute ? Pas aux ouvriers qui luttent dans des conditions très difficiles, la faute est à Maire et Séguy qui ont tout fait dépendre de la victoire électorale et de ce fait encouragé l'attentisme, ont laissé les travailleurs en lutte dans l'isolement.

UN MOIS DÉCISIF

Juin : les Deffrenne ont une solution en vue : un groupe de cadres extérieurs seraient prêts à se constituer en société anonyme pour racheter l'usine. L'activité pourrait reprendre sous la forme juridique d'une SCOP (société coopérative ouvrière de production). Réussiront-ils ? L'enjeu est de taille pour tout Roubaix. S'ils échouent, ils devront traverser le trou noir des vacances, plusieurs mois avec seulement 35 % du salaire. S'ils gagnent, ce sera un grand exemple pour tous les travailleurs du textile durement frappés. On comprend alors l'acharnement du Syndicat patronal textile (SPT) pour empêcher toute solution d'aboutir.

NOUS ACCUSONS

Nous accusons Hannart, Albert Prouvost et Deverloy, de comploter contre les Deffrenne. C'est sur leurs pressions que les crédits nécessaires à la relance de 1977 ont été bloqués. Ils se sont acharnés pour casser un concurrent, maintenant ce qu'ils veulent casser c'est l'exemple de Deffrenne : le drapeau rouge y flotte, affirmant la voie de la lutte. Ils ont fait pression sur les patrons locaux pour les empêcher de reprendre l'usine : tout patron devrait à la fois affronter des ouvriers combatifs et le SPT décidé à casser l'exemple.

Aujourd'hui, ils mettent des bâtons dans les roues : les ouvriers annoncent que des négociations sont en cours et qu'une solution est en vue, deux jours après, EDF annonce qu'elle va couper l'électricité, sur ordre de qui ?

Les Deffrenne doivent gagner. Le patronat se prépare à licencier par milliers les travailleurs notamment dans les filatures, comme ça se passe dans les Vosges. La victoire des Deffrenne sera un pas dans la lutte contre les plans de liquidation, tous les travailleurs doivent dénoncer le complot patronal, la victoire des Deffrenne sera leur victoire.

La lutte des Deffrenne est une lutte de longue haleine (ici, manifestation en 1977).

NOTRE POINT DE VUE SUR LES COOPÉRATIVES

Certains peuvent avoir quelques illusions sur les SA (sociétés anonymes) et autres SCOP : « *ce ne sont pas des patrons* », « *Nous aurons le pouvoir de décision* », peut-il y avoir des « *ilots libérés d'autogestion* » ? Nous disons non. Les coopératives dans la région, ce sont surtout des artisans associés. Quand c'est plus important, ce sont des entreprises capitalistes comme les autres : COOP, GBM, etc. Le capitalisme aujourd'hui prend plusieurs formes juridiques, le fait qu'il n'y ait pas de patron individuel ne change pas la nature capitaliste de l'usine. Renault appartient à l'État, les ouvriers doivent quand même lutter contre l'exploitation capitaliste. Le système SCOP est encore plus vicieux : les travailleurs ont un droit de regard, ils peuvent devenir actionnaires et participer aux bénéfices, ont-ils pour autant le pouvoir de décision ? Le système capitaliste continue à imposer sa loi : la concurrence, les prix qui augmentent.

Allez voir la SCOP « La Renaissance » à Roubaix, où une dizaine d'ouvriers devaient être licenciés en 1977. La SCOP n'est rien d'autre que la propriété privée d'un groupe d'actionnaires (le capital appartient à plusieurs personnes au lieu d'une seule) et la majorité des ouvriers n'a aucun pouvoir réel. Quelle que soit la forme juridique choisie, quelle que soit la bonne volonté des « nouveaux patrons » (la volonté de faire participer les ouvriers ne pèse pas plus dans la réalité de l'exploitation que la charité paternaliste des patrons d'autrefois).

Si l'activité reprend à Deffrenne, ce peut être sous la forme d'une SA ou autre SCOP : dans tous les cas, les Deffrenne devraient continuer à lutter pour maintenir leurs acquis.

Kampuchéa démocratique

Une nouvelle invasion vietnamienne

Différentes sources d'information font état mercredi matin d'une nouvelle offensive vietnamienne en territoire cambodgien. Selon ces informations, l'équivalent de 9 à 10 divisions se seraient enfoncées en direction de Phnom-penh sur une profondeur de 35 à 40 kilomètres, rééditant ainsi la tentative qui, il y a quelques mois, leur avait valu une cuisante défaite de la part du peuple du Kampuchea.

Si cette information se confirmait, les marxistes-léninistes se devraient d'être au premier rang pour exprimer leur solidarité au peuple héroïque d'un petit pays qui, après avoir lutté pendant cinq années pour chasser l'envahisseur américain, doit à nouveau faire face à une très grave menace contre son indépendance.

Cette nouvelle agression commise par le Vietnam s'ajoute aux tentatives directes ou indirectes déjà commises contre le Kampuchea ces derniers mois et aux exactions à l'encontre des résidents chinois en territoire vietnamien. Elles tendent malheureusement à confirmer que les dirigeants vietnamiens continuent à céder aux pressions de Moscou. Car c'est en fait bien l'URSS qui a intérêt à ce que ce pays, autrefois aux avant-postes de la lutte anti-impérialiste, adopte une telle attitude qui va à l'encontre des intérêts et de l'unité des peuples de la région contre les superpuissances.

On attend un démenti

Le 9 juin 1978, le secrétaire d'État Stoléru donnait une interview au journal « La Croix ». Dans cette interview, Stoléru tente de justifier les mesures de répression décidées par lui à l'encontre des résidents des foyers Sonacotra.

Il déclare notamment : *« Au 1er juillet, tout le monde devra payer sa redevance. Il appartiendra à cet effet aux organismes gestionnaires des foyers d'utiliser tous les moyens normaux dont ils disposent. Ils auront l'appui des pouvoirs publics pour ce qui est de la mise en œuvre des décisions judiciaires qu'ils demanderont, saisies-arrêts ou expulsions. »...*

Q – Cela annonce beaucoup de tension dans les foyers ?

LS – Peut-être. Jesuis pour une politique de courage et de vérité. Or, il s'agit tout simplement de revenir à une situation normale. Nous serons très fermes pour appliquer des lois qui sont les mêmes pour tous.

J'ai expliqué notre position aux organisations syndicales : elles reconnaissent que la situation actuelle n'est pas acceptable, car elle est profondément choquante. »

De deux choses l'une : soit Stoléru est un menteur et les syndicats mis en cause (CGT, CFDT, FO) doivent fournir un démenti. Soit, il dit vrai...

Ce que déclarait L'Humanité

« La Sonacotra et le gouvernement viennent de trouver un renfort imprévu dans un "comité de coordination" qui décrète représenter les 47 foyers en lutte et qui, par ses revendications démagogiques et son intransigeance, a contribué à faire échouer les négociations avec la direction de la Sonacotra.

» (...) M. Dijoud a une fois de plus trouvé dans les gauchistes un facile moyen de diversion. Mais ce sont les travailleurs immigrés qui feront les frais de telles orientations aventuristes ! »

C'était en février 1976. Alors que les menaces d'expulsion brandies par Poniatowski (ministre de l'Intérieur à l'époque) pesait sur les délégués du Comité de coordination, le PCF ne trouvait rien de mieux que l'insulte et la calomnie à l'encontre du Comité de coordination.

Quand, en avril, seize délégués de la coordination seront expulsés, le PCF est complètement absent du mouvement de protestation. Pensez : ses dirigeants les avaient eux-mêmes justifiées par avance.

Editorial

Unité contre Stoléru l'expulseur

Au cours des deux premières semaines de juillet, une centaine de résidents des foyers Sonacotra seront traduits en justice pour non-paiement des loyers et menacés d'exclusion des foyers s'ils persistent dans la grève. Bien entendu, le secrétaire d'État Stoléru n'en reste pas là, il menace ni plus ni moins d'expulser les « meneurs » qui persisteraient dans la voie de la lutte. Sa cible ouvertement déclarée, c'est le Comité de coordination. Et de fait, parmi les cent résidents désignés directement à la répression, se trouvent les animateurs les plus résolus et les plus combatifs de la lutte à laquelle participent 25 000 grévistes.

Ici, on peut noter à l'intention de ceux qui ne cessent de contester la représentativité de la coordination, que Stoléru, lui, sait à quoi s'en tenir. Son objectif étant de liquider la grève des loyers d'ici octobre, il veut, pour aboutir, détruire le Comité de coordination.

D'autant que les luttes dans les foyers et cités d'immigrés ne cessent de s'étendre et que la mise en place d'une coordination de l'ensemble des grévistes Sonacotra, ADEF, AFRP, Logirep et d'autres est en cours... au total ils sont 40 000. Le ministre de Barre s'en inquiète sérieusement.

Aujourd'hui, les travailleurs immigrés prennent toute leur place aux côtés de leurs camarades français dans les nombreuses luttes qui se mènent dans les entreprises contre les licenciements et le chômage, contre le blocage des salaires et les conditions de travail de plus en plus désastreuses. Dans ces luttes, se forge chaque jour davantage l'unité de la classe ouvrière. Mais la lutte ne s'arrête pas aux portes de l'usine. Le plan Barre et l'exploitation frappent partout les travailleurs. La riposte s'organise dans les cités HLM contre les saisies, contre les charges abusives et les hausses insupportables. Comme elle s'organise dans les foyers des travailleurs immigrés. Pourtant, si l'usine rassemble les ouvriers de toutes nationalités, la bourgeoisie organise la ségrégation et la division dans les logements. C'est là que le pouvoir veut frapper les travailleurs immigrés en spéculant sur leur isolement.

Tous les immigrés réduits au chômage et tous ceux qui sont parmi les plus combatifs, le gouvernement veut les expulser.

L'expulsion, c'est la négation par les capitalistes de tous les droits des travailleurs. Ainsi, le seul droit qu'ils connaissent, c'est celui du profit et cela vaut aussi pour les Français.

Bien entendu, les travailleurs français eux ne seront pas expulsés. Mais leur situation risque bien de devenir identique, aussi dépourvus de droits et avec des libertés de plus en plus rognées.

N'est-ce pas cette menace qui se précise lorsque Barre parle des « porteurs de pancartes » et « professionnels de la revendication » à propos des grévistes de Renault, des Arsenaux ou de Moulinex, et quand Stoléru parle des « meneurs » de la grève dans les foyers ?

Quand Stoléru envoie les délégués des résidents devant les tribunaux et que chaque jour des délégués des ouvriers en grève sont eux aussi traînés devant les mêmes tribunaux, n'est-ce pas la même politique de répression contre la classe ouvrière, la même police qui occupe les usines et ratonne dans le métro ?

La bourgeoisie capitaliste voudrait nous faire admettre une opposition d'intérêts entre Français d'un côté et immigrés de l'autre. La réponse de la classe ouvrière est claire : c'est dans l'unité de toutes les nationalités qui la composent qu'elle riposte et ripostera au plan Barre et à l'exploitation. Les attaques de Stoléru doivent être mises en échec. Les expulsions empêchées. C'est tout de suite qu'il faut agir et mobiliser dans les quartiers et autour des foyers bien sûr, mais aussi dans les usines. Là où la classe ouvrière est organisée.

Une fois de plus, il faut dénoncer le mutisme de ceux qui laissent le pouvoir perpétrer ses mauvais coups sans réagir et qui se réveillent seulement quand tout le mal est fait pour se répandre en vaines protestations.

Il y a une bataille à mener pour que les syndicats rejettent cette attitude indigne. Il importe de rassembler toutes les formes de protestation en un puissant mouvement contre Stoléru l'expulseur. De faire de la manifestation du 8 juillet une puissante mobilisation.

Foyers cercueil... foyers prison

Le pouvoir ne s'est jamais fait faute de célébrer l'action entreprise par lui pour supprimer les bidonvilles comme extrêmement humanitaire. Et comme témoignage de cette activité bienfaitrice du pouvoir et du patronat, on vous citera volontiers les foyers pour travailleurs migrants et notamment les plus modernes d'entre eux construits et gérés par la Sonacotra. Mais voyons ce qui se cache derrière ces façades.

A y regarder de plus près, la motivation humanitaire paraît bien mince, comparée au double avantage, tiré par l'État du logement en foyer : d'abord une quantité appréciable de millions escroqués aux résidents des foyers, ensuite un encadrement systématique des immigrés sur le lieu de leur logement. Le temps est fini de bidonvilles incontrôlables où le logement (et pour cause) échappait au cycle du profit.

QUATRE METRES CARRES ET DEMI

Mais cette double opération lucrative et policière de logement des immigrés s'est heurtée depuis plusieurs années à un obstacle de taille : la lutte des immigrés eux-mêmes. Voyons d'abord les conditions de logement et les profits auxquels il donne lieu...

En ce qui concerne les foyers Sonacotra, qui constituent un peu plus du tiers du parc existant, les chambres sont toutes de dimension

Un résident dans sa chambre (Linogravure)

inférieure à la norme administrative des 9 m2 minimum : 4,5 m2 ou 6 m2 (9 m2 pour 10 % d'entre elles environ). Ces chambres minuscules sont obtenues par la division en deux d'une chambre ordinaire. Il est bien évident qu'une fois installés le lit, le placard et quelquefois le lavabo, il n'y a plus de possibilité pour se retourner dans un tel logement. Ajoutez-y le bruit fait par le voisin, à peine atténué par quelques millimètres d'une cloison de contreplaqué. Le prix à payer

pour un tel confort est en moyenne de 270 F mensuel mais il peut être plus élevé : jusqu'à 400 F.

Ajoutez à ces éléments de confort une cuisine collective de 6 à 9 m2 équipée de quelques réchauds pour 10 résidents, des douches (1 pour 10) dont certaines sont en état de fonctionnement, vous avez une idée à peu près complète des conditions de logement dans ces foyers Sonacotra qui sont pourtant classés comme ce qui se fait de mieux.

IL Y A PIRE

Car, bien sûr, à côté de ça, les foyers continuent d'exister en grand nombre. Ici la promiscuité et l'insalubrité prennent des proportions qu'on n'imagine pas. Il faut avoir vu ces salles communes divisées en boxes avec dans chacun des lits superposés. Il y a aussi les cités de transit, les cités d'urgence, etc. Au total, toute une gamme de logements insalubres et au rabais pour immigrés. Tous gérés par des sociétés ou associations ayant pignon sur rue. En plus de la Sonacotra, présidée par le député giscardien, Claudius Petit, et ses filiales LOGIREP, LOGIREM... il y a l'ADEF, l'AFTAM, l'AFRP, etc.

COMME UN FEU DE PAILLE

Un point commun à tous ces logements, c'est le non-respect à peu près général des normes de sécurité. Sans compter qu'ils sont exigüs et chers (quand dix résidents occupent l'équivalent d'un F6 payant chacun 280 F plus les charges, faites le total : 2800 F). On est loin du loyer HLM d'un F6 ; ces logements sont de plus dangereux :

La cité de transit de Saint-Denis après l'incendie.

– Villejuif, octobre 76 : 2 morts dans l'incendie du foyer Sonacotra qui s'enflamme en un rien de temps.

– Nanterre, février 77 : incendie de la cité de transit Sonacotra de Nanterre.

– Sedaines, septembre 77 : incendie dans un foyer AFTAM à Paris: 3 morts.

– Saint-Denis, mai 77 : incendie dans une cité de transit Sonacotra ça flambe comme à Pailleron !

PRIVÉ DE LIBERTE

Outre le scandale du prix à payer pour ces foyers-cercueils, ce qui justifie la revendication d'une baisse de 100 F des loyers pratiqués, une autre caractéristique de ces foyers, c'est d'être des foyers-prison.

Le mot est trop fort ? Jugez vous-mêmes : dans chaque foyer sont installés des gérants dont la principale qualification est l'expérience militaire acquise dans les campagnes coloniales et dont la principale activité est de susciter la division raciale et de pratiquer l'intimidation (s'il le faut en maniant le pistolet ou en utilisant les chiens policiers) à l'égard des résidents.

Si les résidents n'ont pas le droit de recevoir de visites au-delà de 22 h (et encore le droit de visite dans la journée est soumis au contrôle du gérant). Par contre, les gérants, eux, ont tous les droits pour pénétrer comme ils l'entendent dans les chambres des résidents.

Le droit de réunion est formellement reconnu, mais avec toutes sortes de restrictions, qui font que son exercice est entièrement dépendant de l'approbation du gérant.

Bref, la vie dans les foyers est synonyme de contrôle permanent et de privation de liberté. Voilà pourquoi les résidents exigent à la fois l'abolition de l'actuel règlement intérieur, la suppression des gérants en place et leur remplacement par de simples concierges et enfin le statut de locataire. Ce statut leur est refusé bien que l'administration des impôts ne les oublie pas quand il s'agit de payer les taxes locatives.

Stoléru n'en est pas à son premier mauvais coup...

En septembre 1977, devant la montée du chômage, le gouvernement cherche un bouc-émissaire : les travailleurs immigrés devront en faire les frais ! Stoléru, avec l'échec de la « campagne du million », octroyé aux travailleurs immigrés qui rentreraient dans leur pays, décide d'enlever aux familles immigrées le droit au travail ! Elles pourront venir en France, mais pas question d'obtenir de carte de travail !

Quelques mois plus tard pointent de nouvelles menaces contre les grévistes des foyers avec une attaque directe contre le Comité de coordination accusé d'*« entretenir un climat de violence et d'insécurité dans les foyers. »*

Depuis quelques semaines, les menaces proférées contre le Comité de coordination, contre la lutte dans les foyers se sont précisées.

DIVISER, RÉPRIMER

Elles sont de deux ordres :

– Une série de mesures prétendues d'aide au logement qui a pour but de diviser les résidents et les inciter à payer le loyer ;

– Une série de mesures directement répressives avec assignation d'une centaine de délégués et de résidents combatifs devant les tribunaux (1).

Avec cet ensemble, Stoléru et la Sonacotra espèrent, à la faveur des congés, en finir avec cette lutte qu'ils n'arrivent pas à endiguer depuis plus de trois ans.

LA RIPOSTE

Immédiatement, le Comité de coordination appelait à la mobilisation, expliquant les dangers qui pèsent sur la lutte.

SUR L'AIDE PERSONNALISÉE AU LOGEMENT (APL) ET L'AIDE TRANSITOIRE AU LOGEMENT (ATL)

Notre position est claire : l'APL, comme l'ATL, ne correspond pas à notre revendication sur les loyers.

Ce que nous demandons, ce n'est pas qu'on nous « aide » à accepter n'importe quel loyer exorbitant et n'importe quelle majoration fantaisiste.

Ce que nous réclamons, c'est le rééquilibre des tarifs et leur adaptation aux conditions offertes. C'est la structure des tarifs qui doit être fondamentalement modifiée pour ne tenir compte que des seules charges effectives et justifiées.

Or, l'APL, c'est la porte ouverte à l'arbitraire des tarifs fixés par les sociétés gestionnaires qui sont, elles, les véritables bénéficiaires de l'aide venant du FAS (donc de notre argent).

D'autre part, l'APL et l'ATL introduisent la discrimination entre les résidents : elles partent des ressources personnelles de chacun, alors que le logement est uniforme pour tous : les 4 000 F de salaire, comme les 1 800 F de salaire, couchent tous dans 6,5 mètres carrés de chambre, subissent le même règlement intérieur et le non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité.

L'APL, pour être juste, devrait être uniforme et indexée aux tarifs et à leurs variations.

SUR LES PRÉPARATIFS DE RÉPRESSION PENDANT L'ÉTÉ

Le mardi 23 mai 1978, Stoléru a réuni les états généraux des sociétés et associations gestionnaires de foyers pour :

** Ordonner une augmentation de 6,5 % générale dans tous les foyers, à faire homologuer par la Direction départementale de la concurrence et des prix ;*

** Régler les détails de la relance des saisies sur salaires contre les travailleurs ;*

** Envisager des mesures « énergiques » pour « arrêter le conflit » et neutraliser les « meneurs nationaux ».*

Cela veut dire que, profitant des départs massifs pour les vacances, Stoléru va engager, de concert avec les tribunaux et la police qui auront reçu des ordres précis, une vague de répression sans précédent contre les milliers de travailleurs en grève pour leurs revendications légitimes, en les expulsant des foyers, comme aujourd'hui les CRS envahissent les usines en grève pour arrêter et évacuer les travailleurs !

Cela veut dire que Stoléru va s'engager dans une nouvelle escalade d'expulsions hors de France des soi-disant « meneurs » pour « trouble de l'ordre public » !

Camarades travailleurs, aujourd'hui plus que jamais, le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève vous appelle à redoubler et à vous tenir prêts à riposter, comme par le passé, à toutes les menées répressives de la Sonacotra et du pouvoir, pour que vive notre lutte jusqu'à la satisfaction complète de nos revendications.

(1) Les tribunaux ont pour mission d'exiger de ces résidents qu'ils règlent le montant des loyers depuis le début de la grève : pour certains, la somme dépasse le million ! Faute de quoi, ils doivent être exclus des foyers, leurs biens personnels réquisitionnés !

Chômage

Où est la cause ?

Il n'y a pas si longtemps encore était couramment admise l'idée qu'était chômeur celui qui le voulait bien. « Feignant », « bon à rien », « Parasite et profiteur », telles étaient les épithètes peu aimables dont le sans-travail se voyait qualifié. Naturellement, quoi de plus révoltant pour celui qui, toute l'année, s'échine au travail que de voir un de ses semblables vivre sans efforts grâce à des allocations publiques. Il fallait y penser.

Faire passer le chômeur pour un profiteur et le capitaliste pour un homme vertueux vivant de son travaille ne manque pas d'astuce. Mais les choses n'en restèrent pas là, l'armée des sans-travail allant grossissant pour atteindre et dépasser le chiffre du million.

Bien entendu, la théorie de la paresse ne suffisait plus à expliquer l'ampleur du phénomène. D'autant que plus d'un qui ne rechignait pas à l'ouvrage s'était vu jeté sans ménagement sur le pavé, que plus d'un ouvrier habile se trouvait, aussi bien qu'un maladroit, privé d'emploi. Sans doute, l'idée allait germer dans bien des têtes qu'il y avait une cause à tant de malheurs et que ceux qui fermaient les usines et licenciaient avec tant d'ardeur pouvaient ne pas y être étranger.

« Étranger », voilà le mot. C'était il y a un an. Braves gens, pourquoi accuser le capitalisme quand les coupables sont là, sous vos yeux, qui travaillent tandis que vous chômez : les étrangers.

Et sur tous les tons, la réponse fut fournie aux Français : « Il n'y a pas de problème d'emploi dans un pays où il y a deux fois plus d'immigrés que de chômeurs ».

Bien entendu, ceux qui disaient cela du haut des tribunes politiques ou devant les micros de la radio et de la télé savaient qu'ils mentaient.

En spéculant sur les souffrances et la misère accentuées qu'engendre le chômage, le gouvernement Barre voulait obtenir la complicité des travailleurs français pour expulser les immigrés.

Aujourd'hui, les usines continuent de fermer : 1 300 tous les mois à ce qu'il paraît. Tout le monde est touché. Et si Boussac va fermer, chacun sait bien que ce n'est pas à cause des immigrés.

Alors il est temps de reposer la question : est-ce que la cause de tant de malheurs ne serait pas dans ce système où les propriétaires d'usines sont les rois ? N'est-il pas temps de mettre un terme à nos malheurs et ensemble, travailleurs français et immigrés, de détrôner les rois ?

« Un an de lutte, de liberté, de solidarité »
FETE ANNIVERSAIRE
Au foyer Sonacotra d'Ivry-sur-Seine
– 4, rue Michelet
Samedi 1er juillet de 14 h à 22 h
(Métro Mairie d'Ivry)

EN CAS D'ARRESTATION OU D'EXPULSION PRÉVENIR IMMÉDIATEMENT LES AVOCATS DU COMITÉ DE COORDINATION
Me Bourguet 633 33 55 ou 633 84 48
Me Grunstein 261 52 32
Me Dupont-Monod 527 96 05

Une centaine de résidents des foyers Sonacotra traduits en justice ORGANISONS LE SOUTIEN

– Argenteuil (4 foyers) : le 5 juillet à 14 h au tribunal de Sannois.
– Foyer de Nanterre : le 11 juillet à 14 h au tribunal de Puteaux.
– Foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte : le 7 juillet à 14 h au tribunal de Saint-Denis.
– Foyer d'Ivry : le 7 juillet à 14 h au tribunal d'Ivry.
– Foyer de Sainte-Geneviève-des-Bois : le 7 juillet à 9 h au tribunal de Longjumeau.
– Foyer d'Élancourt : le 4 juillet.
– Foyer de Montreuil : le 12 juillet à 10 h au tribunal de Montreuil.
– Foyers de Chelles et de Noisiel : le 10 juillet au tribunal de Lagny.
– Foyer d'Ermont : le 13 juillet à 14 h au tribunal de Montmorency.

Spécial «Sonacotra»

Avec les travailleurs immigrés des foyers en lutte

FAIRE ECHEC A STOLERU

Cette série d'articles a été réalisée en commun par les rédactions du Quotidien du Peuple et de L'Humanité Rouge

D'où vient la violence?

En décembre 1977, Stoléru, secrétaire d'État aux immigrés, écrivait au ministre de l'Intérieur. Dans cette lettre qui est une demande d'enquête policière sur les délégués du Comité de coordination, Stoléru invoque le prétexte de la violence.

Il écrit :

« *L'ambiance dans les foyers de travailleurs migrants est actuellement mauvaise et tend à se dégrader. Les refus collectifs de paiement dans les foyers de la Sonacotra en sont à la fois une cause et une conséquence. Des procédures sont actuellement en cours pour recouvrer les redevances. Mais aux problèmes économiques s'ajoutent de plus en plus des problèmes de violence.* »

et il désigne le Comité de coordination comme responsable de cette soi-disant violence.

Stoléru oublie de dire que 18 délégués du Comité de coordination ont été expulsés illégalement dans leur pays d'origine parce qu'ils défendaient l'intérêt de l'ensemble des résidents.

Il oublie que des milliers de travailleurs immigrés ont été emprisonnés à Arenc et dans d'autres prisons clandestines, avant d'être expulsés du territoire français.

Il oublie le refus du renouvellement de papiers pour les immigrés en particulier pour les résidents dans les foyers Sonacotra.

M. Stoléru n'a pas parlé des travailleurs immigrés qui se font tuer et attaquer par des bandes fascistes. On n'a jamais trouvé les responsables de ces actes.

– Laïd Sebai a été lâchement assassiné par une bande organisée et qui court toujours.

– Un travailleurs marocain a été tué par un gérant d'un foyer Sonacotra à Lyon.

– Un autre résident a été trouvé pendu au foyer Sonacotra de Bagnolet.

– A Argenteuil, à 5 h du matin à la sortie du foyer, un résident a été attaqué par une bande de quatre personne grièvement blessé, il a été hospitalisé.

– Dans un foyer à Nice, plusieurs coups de feu ont été tirés contre les résidents du foyer.

– A Gennevilliers au foyer AFRP, un résident a été lâchement agressé par trois individus armés de bâtons, il est paralysé, et qui va nourrir ses enfants.

Ainsi, il est clair que les auteurs et les responsables de la violence sont du côté du pouvoir. Chaque jour ils le confirment en envoyant leurs CRS contre les ouvriers.

Quant à l'accusation portée à l'encontre du Comité de coordination, ce n'est rien d'autre qu'une tentative pour présenter les travailleurs qui luttent comme des « délinquants ».

C'est une tentative méprisable pour préparer l'opinion à la répression.

Qui mange le pain des immigrés ?

La propagande gouvernementale et celle des partis réactionnaires affirment ou insinuent constamment que les logements, la construction de foyers, la formation professionnelle ou l'alphabétisation coûtent cher au Trésor public. « *Les immigrés mangent le pain des Français* », voilà la leçon que les patrons et le pouvoir veulent apprendre aux ouvriers français.

Pour faire oublier les profits qu'ils tirent du travail des prolétaires de toutes nationalités, la propagande des patrons entretient l'ignorance de la réalité dans le peuple français et cherche à faire des travailleurs immigrés des boucs émissaires de la crise.

UN DÉTOURNEMENT DE FONDS « LÉGAL »

Dans sa récente circulaire du 6 juin, Stoléru, préposé aux mensonges gouvernementaux sur l'immigration, accuse les grévistes dans les foyers d'immigrés de détourner l'argent du FAS (Fonds d'action sociale) organisme qui finance dans une large mesure des sociétés telles que la Sonacotra.

Mais d'où vient l'argent du FAS dont le budget pour 1978 s'élève à 460 millions de francs nouveaux ? A 80 %, cet argent provient des cotisations sociales et familiales qui ne sont reversées que très partiellement aux travailleurs immigrés sous prétexte que leurs familles sont restées dans les pays d'origine.

Les travailleurs immigrés, qui payent les mêmes cotisations sociales ou de chômage, les mêmes impôts directs et indirects que les Français, se voient ainsi privés d'allocations familiales ou de salaires uniques, auxquels les Français ont droit. Le détournement atteint des proportions considérables puisqu'en 1976 une famille de quatre enfants vivant dans le pays d'origine a subi une perte de 6 000 F si elle est Yougoslave, de 6 700 F si elle est Algérienne ou Tunisienne, de 7 700 F si elle est Sénégalaise et de 8 300 F si elle est Malienne !

C'est ce vol « légal » que Stoléru baptise « argent pour les immigrés » dans sa circulaire ; et ce sont des immigrés que le gouvernement accuse de détourner l'argent du FAS!

OU VA L'ARGENT DÉTOURNÉ ?

Mais le scandale ne se limite pas au détournement. Le FAS, qui finance en principe à titre complémentaire les réalisations sociales destinées aux travailleurs étrangers et à leurs familles, redistribue les fonds ainsi collectés. Là encore, la vérité mérite d'être connue. Le FAS a financé et finance la mise en place du Réseau national d'accueil, constitué de bureaux généralement confiés à des associations privées. A la tête de ces associations, on trouve des représentants des banques, des grosses entreprises, des préfets, des militaires en retraite. Ainsi, à Lyon, au conseil d'administration de la « Maison du travailleur étranger », on trouve des représentants de la Rhodiacéta, de Berliet, du Lion's club, de la banque Morin, un colonel et un fonctionnaire de la préfecture. Les responsables des bureaux d'accueil départementaux reçoivent des salaires de plus d'un million d'anciens francs par mois !

Mais le FAS finance aussi la formation et la préformation des immigrés prend en charge les cours de français pour les réfugiés politiques qui incombent en principe à l'Éducation nationale et au Quai d'Orsay. Le FAS paye les centres de documentation sur l'immigration, les émissions de FR3, TF 1 et France-Inter destinées aux immigrés. Le FAS paye les voyages de retour des saisonniers agricoles, en principe payés par les employeurs. Le FAS finance les enquêtes et recherches économiques ou sociologiques sur l'immigration. Enfin, il éponge les déficits de gestion des sociétés immobilières telles que la Sonacotra dont les abus inquiètent jusqu'au directeur du FAS lui-même et dont les sièges sociaux confortables et luxueux, peuplés d'administrateurs et animateurs « qualifiés » drainent des millions sortis des poches des travailleurs immigrés qui s'entassent dans des foyers inconfortables et souvent insalubres pour un loyer de l'ordre de 300 F par personne.

ÇA NE COUTE RIEN !

C'est avec l'argent des immigrés, destiné à leurs enfants, que l'État s'offre ainsi une politique « sociale », de prestige, qui ne lui coûte rien !

C'est avec l'argent des immigrés que prolifèrent des appareils, bureaux et organismes divers, arrosés d'autant plus généreusement que cela ne coûte rien à l'État et que les immigrés n'y sont jamais représentés !

C'est avec l'argent des immigrés que sont payés les gérants, gardiens et autres « conseillers » ou « orienteurs » chargés pour la plupart de surveiller, filtrer, encadrer et réprimer les travailleurs immigrés.

Voilà la vérité sur le scandale de l'« aide à l'immigration », voilà ce qu'il faut connaître et abolir.

Pour que l'argent des allocations familiales soit versé aux travailleurs immigrés.

Pour que le financement des activités d'alphabétisation, de formation, de construction et de gestion des foyers soit effectué par l'État et les employeurs comme pour tous les travailleurs.

Trois années de lutte dans les foyers Sonacotra

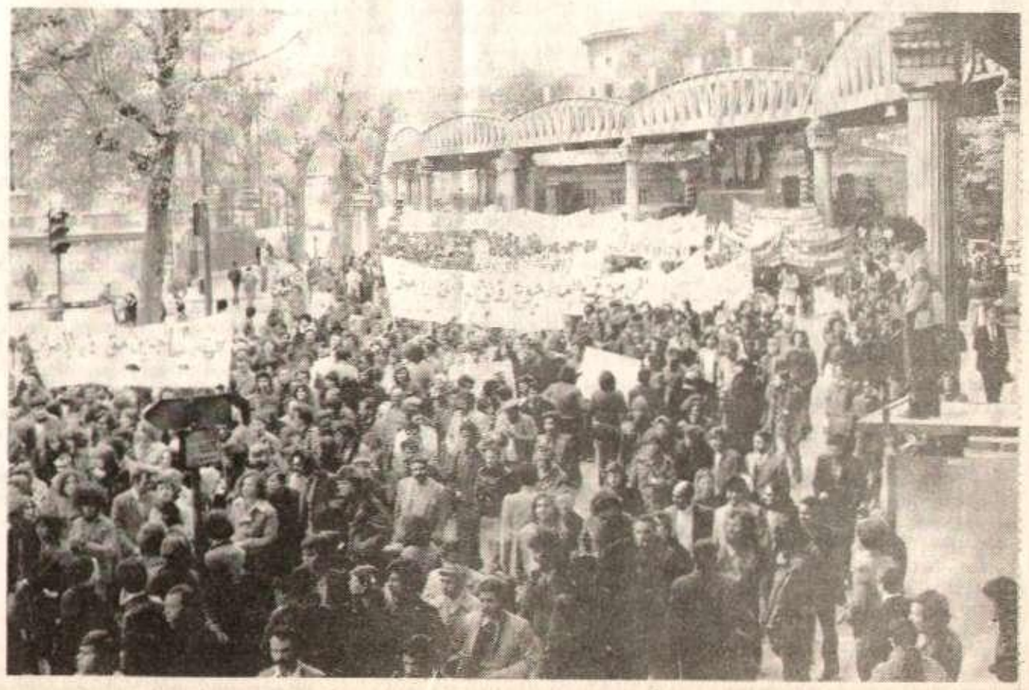
Photos de la Commission culturelle du Comité de coordination des résidents des foyers Sonacotra. Images du peuple-HR-QDP

En septembre 1974, le foyer Allende à Saint-Denis cesse de payer les loyers à la Sonacotra. Quelques mois plus tard, après une nouvelle augmentation des loyers, le foyer Romain Rolland se met en grève à son tour. La Sonacotra refuse toutes les revendications et commence à menacer les grévistes d'expulsion. En juillet 1975, onze délégués du foyer Allende sont traduits en justice. Un deuxième jugement décide de leur expulsion pour janvier 1976 ! La Sonacotra décide une nouvelle augmentation des loyers : trente-cinq foyers de la région parisienne se mettent en grève !

Très vite, un Comité de coordination s'est mis en place autour du foyer Romain Rolland. Dans le même temps, les foyers des Hauts-de-Seine se regroupent et le 7 décembre 1975, la coordination et le regroupement des Hauts-de-Seine fu.ionnent.

La coordination des foyers Sonacotra en lutte refuse toute négociation prise en charge en dehors d'eux, par toute organisation politique ou syndicale, toute négociation foyer par foyer et revendication par revendication : c'est la première riposte aux tentatives du PCF et de la CGT qui, à Saint-Denis, ont entrepris de négocier la suppression des mesures d'expulsion contre les délégués du foyer Allende, en échange de la cessation de la grève des loyers. L'immense majorité des grévistes rejette cette manœuvre qui aurait abouti à la fin de la lutte.

Le 21 février 1976, un meeting à la Mutualité rassemble 3 500 grévistes des 47 foyers en lutte. La preuve est faite de l'unité du mouvement autour du Comité de coordination et de sa force.



15000 contre les expulsions

Les expulsions commencent : le 10 avril 1976, deux délégués sont expulsés. Le 16, à 6 heures du matin, les flics investissent les foyers de Pierrefitte, Saint-Denis, Sevran, Nanterre, Bagnolet, Gennevilliers, Garges et Bobigny. Seize délégués sont aussitôt arrêtés et expulsés. Le tout, sans le moindre mandat.

Huit jours plus tard, le 24, le Comité de coordination organise une manifestation de Barbès à Ménilmontant : 15 000 travailleurs, français et immigrés, y exigent avec force le retour de tous ces expulsés. Dans tout le pays, des manifestations, des meetings, des journées « Portes ouvertes » affirment la même exigence.

Les saisies-arrêts sur salaire

Les menaces de la Sonacotra se multiplient : à Dijon, 200 demandes de saisie-arrêt sur les salaires sont envoyées début mai. En pleine répression, le PCF fait tout pour faire signer des accords séparés. Il rencontre une ferme opposition. Sur le plan juridique, les résidents mènent aussi la lutte pour obtenir l'annulation des saisies-arrêts. Grâce à une mobilisation soutenue pendant des mois, la Sonacotra ne pourra arriver à son but !

En mars 1977, une victoire de taille est remportée : c'est le retour de sept délégués, expulsés un an plus tôt ! Le 2 avril, le Comité de coordination appelle à un meeting pour imposer leur maintien en France. Le ministre de l'Intérieur refuse la défaite que constitue leur retour. Le 11 juin, à Champigny, c'est une journée de fête pour saluer le retour des délégués et exiger que ceux qui ne sont pas encore rentrés puissent le faire...

En octobre 1977, c'est 85 foyers qui sont en lutte !

Non aux mesures scélérates

Avec l'augmentation du chômage, Stoléru cherche un bouc-émissaire : les travailleurs immigrés. C'est la campagne du million, l'interdiction de travailler pour les familles... En novembre 1976, les travailleurs immigrés descendent une nouvelle fois dans la rue pour s'opposer à ces mesures scélérates. Début 1978, Stoléru tente une nouvelle fois d'intimider les résidents en demandant une information sur les activités du Comité de coordination qu'il accuse d'entretenir « un climat de violence et d'insécurité dans les foyers ». En fait, ce sont des gérants, des groupes fascistes, du gouvernement lui-même que viennent la violence et les agressions...

Encore la répression toujours la lutte

Ces menaces se précisent avec les procès lancés aujourd'hui contre une centaine de délégués et de résidents combatifs en vue de les exclure des foyers s'ils ne paient pas les sommes exigées par la Sonacotra depuis le début de la grève ! Aussitôt, la mobilisation est engagée. Une fête à Chelles, les 10 et 11 juin 1978, en marque le début. Elle ne fait que commencer !

Parce que depuis plus de trois ans, les dizaines de milliers de résidents des foyers Sonacotra ont tenu bon, qu'ils se sont donnés une organisation démocratique, autonome par rapport à toutes les pressions, parce qu'ils s'engagent dans la coordination de leur lutte avec les autres foyers (AFRP, ADEF...), et que dans les usines et sur les chantiers, ils tiennent toute leur place dans le renouveau des luttes aujourd'hui, la bourgeoisie veut frapper un grand coup cet été. Avec les travailleurs français et immigrés, mobilisés autour d'eux, ils feront échec à cette tentative !

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1978

International

Les 2 présidents des 2 Yémen assassinés

Moscou replace ses pions ... et assure ses bases militaires

En moins de trois jours, les deux présidents respectifs des deux Yémen, Ahmed Hussein El Ghachmi au nord et Salem Robaye Ali au sud, ont été assassinés. Le premier a été tué samedi matin par l'explosion d'un colis piégé, amené par un individu se prétendant émissaire du Sud-Yémen.

Le second a été victime, lundi après-midi, d'un coup d'État conduit par le secrétaire du Parti unique, le FNL, Abdel Fatah Ismail.

Sur notre photo, de gauche à droite : le président assassiné Salem Ali. Il était partisan d'une politique de non-alignement ; Abdel Ismaïl, le secrétaire du Parti, un inconditionnel de l'URSS ; Ali Nasser Mohamed, il était vice-président, il est aujourd'hui président.

Venant juste après de sérieux rapprochements entre les deux pays, après la visite à Aden (Sud-Yémen) de délégations érythréenne et chinoise, après enfin le retrait des troupes sud-yéménites du corps expéditionnaire soviétique, ces événements permettent à nouveau d'éclairer le jeu du social-impérialisme dans cette région d'importance stratégique particulière.

LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

C'est samedi matin que se présente au palais présidentiel de Sanaa, au Nord-Yémen, un individu qui, mallette à la main, se déclare émissaire du gouvernement sud-yéménite. Vu les discussions sur le rapprochement qui se déroulent depuis quelque temps entre les deux pays, cette demande ne paraît pas suspecte et ce, d'autant plus que l'émissaire a été amené dans un avion officiel sud-yéménite et que le président Ghachmi était à la veille de son premier voyage au Sud-Yémen.

A peine en contact avec le président nord-yéménite, l'« envoyé » actionne le système explosif enfermé dans son attaché-case. Il est tué ainsi que le président. Son identité exacte restera inconnue. Le jour même, la République arabe du Nord-Yémen accuse le Sud-Yémen d'être à l'origine de l'attentat et rompt les relations diplomatiques.

CRISE AU SUD

Au Sud-Yémen, cette nouvelle stupéfait les milieux gouvernementaux. La présidence dément, probablement de bonne foi, toute participation à cet acte, mais il est probable que le Nord-Yémen transmet des preuves de l'implication, à un niveau ou à un autre, de la responsabilité de dirigeants sud-yéménites. Dès lors, c'est la crise ouverte dans l'équipe dirigeante d'Aden. Le Comité central du Parti unique, le Front de libération nationale, siège toute la nuit de dimanche à lundi avec cette question à l'ordre du jour. Depuis un certain temps déjà, la crise couvait entre le président Salem Ali, partisan d'un désengagement et d'une politique de non-alignement et le secrétaire général du parti d'Abdel Ismaïl, partisan inconditionnel de Moscou. Celle-ci avait pris une ampleur nouvelle avec la décision du président, suite à la visite d'une délégation du Front populaire de libération de l'Érythrée, de retirer ses troupes engagées aux côtés des Russes et des Cubains en Éthiopie ainsi qu'après le net rapprochement avec la Chine, ces dernières semaines .

Déjà, samedi dernier, le journal koweitien *Alanbaa* publiait une information faisant état d'une « mise à l'écart » du président Salem Ali. C'est, semble-t-il, à la fin de la réunion du Comité central que les choses se sont précipitées avec le soulèvement des milices tout d'abord, qui étaient sous le contrôle de la fraction pro-soviétique, puis des garnisons stationnées dans la région de Bal-El-Mandeb, point stratégique où Moscou entretient une énorme base militaire. Des combats se sont poursuivis une bonne partie de la journée avec, notamment, le bombardement du palais présidentiel. Mardi matin, on apprenait que le président Salem Ali avait été fusillé ainsi que deux de ses proches, tous deux membres du Comité central du Parti unique.

Ainsi après l'élimination du président et la décapitation du courant qu'il représentait, on peut présager que le Sud-Yémen va à nouveau rentrer « sagement » dans le giron soviétique.

Serge FOREST

Contrôlant le passage de la mer Rouge à l'océan Indien, et par là-même le canal de Suez, les deux Yémen occupent une place stratégique de première importance, face à la corne de l'Afrique.
Déjà installé solidement en Éthiopie, Moscou vient, par ce coup d'État, de renforcer sa position menacée au Sud-Yémen.
Reste le Nord-Yémen sur lequel Brejnev lorgne depuis longtemps. Le deuxième assassinat d'un président en six mois n'est certainement pas innocent dans cet enjeu.

Editorial

Une recrudescence des coups d'Etat

Il y a une dizaine d'années, les coups d'États étaient monnaie courante. Il ne se passait pas d'année, si ce n'est de mois, sans que l'on apprenne que telle junte militaire avait remplacé tel gouvernement et qu'un président avait été passé par les armes.

A cette époque, on associait systématiquement à ces coups d'États l'ombre de la CIA et on avait raison neuf fois sur dix. Ses champs d'action favoris étaient l'Asie et l'Amérique latine. De la Bolivie au Brésil, de l'Indonésie au Cambodge, et plus récemment du Chili à la Thaïlande, les faits d'armes de l'impérialisme yankee ne se comptaient plus. Il s'agissait de « sauver le monde libre du péril communiste ».

Aujourd'hui, la situation a quelque peu changé. L'Asie est toujors le siège des grandes manœuvres occultes de l'impérialisme, mais l'Afrique et le Proche Orient sont doucement en train de se hisser au premier rang au décompte des coups d'États, réussis ou loupés et des grandes opérations de subversions.

Il y eut tout d'abord au Soudan, un échec sanglant, puis, il y a un peu plus d'un an, l'Éthiopie, une « révolution de palais », comme il fut dit à l'époque, mais qui, avec l'élimination du non-aligné Téféri Banté eut les plus lourdes conséquences sur l'évolution du pays.

Une tentative en Somalie, il y a quelques mois, peu après le conflit de l'Ogaden. Là, cependant, Siad Barré fit appel au peuple et la tentative finit en queue de poisson. Il y a quelques semaines, c'était le tour de l'Afghanistan. Là, c'est l'armée qui mit au pouvoir le secrétaire d'un parti « communiste » dont le nombre insignifiant de militants en dit assez long sur son implantation réelle. Aujourd'hui, c'est le Sud-Yemen dont le président a été assassiné pour avoir voulu être trop indépendant.

On pourrait se croire revenus dix ans en arrière, à l'époque où les Américains jouaient les « gendarmes du monde », mais aujourd'hui, le but proclamé n'est plus de « défendre le monde libre » (entendre capitaliste), mais de « sauvegarder » ou « d'instaurer le socialisme ». (Le socialisme à la sauce de Moscou). Et derrière ces coups d'États, la CIA a fait place au KGB. Au niveau des peuples, la différence est bien difficile à voir.

La CIA n'est certes pas devenue une âme pure, on continue à la voir s'agiter derrière chaque conflit mais tous ces événements montrent clairement, si c'est encore nécessaire, que c'est le social-impérialisme qui est aujourd'hui à l'offensive pour étendre (Éthiopie) ou défendre (Afghanistan, Sud-Yemen) ses zones d'influence.

Il n'est plus de pays du tiers monde aujourd'hui dont les dirigeants, pour peu qu'ils adoptent une ligne d'indépendance nationale, soient totalement à l'abri des manœuvres du social-impérialisme dont la subversion interne est devenue l'arme favorite. Les manœuvres de celui-ci étant d'autant plus facilitées quand ces gouvernements ne peuvent pas faire appel au peuple pour les soutenir, comme le fit Siad Barré et comme le fait surtout le glorieux Parti communiste du Kampuchea. Car seul, le peuple ne peut être acheté et seul le peuple ne peut être intimidé.

Tout comme l'impérialisme yankee et sa CIA, le social-impérialisme et son KGB auront leur heure...

Serge FOREST

Message du comité central du Parti communiste du Kampuchéa à la direction du journal l'Humanité rouge

C'est avec plaisir que nous avons reçu votre message de félicitations à l'occasion du 3e anniversaire de la grandiose victoire du 17 avril 1975 et de la fondation du Kampuchea démocratique. Ce message est un témoignage des sentiments fraternels révolutionnaires de votre journal, de la classe ouvrière et du peuple français à l'égard du Parti communiste du Kampuchea, du peuple et de l'Armée révolutionnaire du Kampuchea. Il constitue un encouragement et un soutien ferme à la juste lutte du peuple et de l'Armée révolutionnaire du Kampuchea, sous la juste direction du Parti communiste du Kampuchea, pour défendre l'indépendance, la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et les acquis de la révolution, et aux efforts déployés dans l'enthousiasme par le peuple du Kampuchea pour édifier le socialisme en s'en tenant fermement à la position d'indépendance, de souveraineté et de compter sur ses propres forces. Au nom du Comité central du Parti communiste du Kampuchea, nous vous en exprimons nos plus chaleureux remerciements fraternels.

Nous souhaitons en retour à l'Humanité rouge, à la classe ouvrière et au peuple français de remporter des victoires dans leur cause révolutionnaire.

Avec nos chaleureuses salutations révolutionnaires.

Le Comité des relations avec l'étranger du Comité central du Parti communiste du Kampuchea.

Souscription en faveur de la ZANU

Le peuple du Zimbabwe (Rhodésie) ne cesse de poursuivre son offensive victorieuse contre le régime raciste de Ian Smith, lui portant des coups sévères sur les plans militaire, politique et diplomatique.

Au sein du Front patriotique, qui rassemble les patriotes africains, la Zanu, dirigée par Robert Mugabe, joue un rôle décisif. Mais ses moyens matériels pour faire connaitre la lutte du peuple zimbabwe sont très réduits.

Récemment, le gouvernement du Mozambique a offert à la Zanu les locaux d'un grand bureau d'information à Maputo (Mozambique). Mais celui-ci doit être entièrement équipé. Le Comité central de la Zanu s'est adressé à notre journal, comme à toutes les organisations progressistes et anti-impérialistes, pour lui demander une aide matérielle. C'est bien volontiers que nous y répondons en ouvrant dans les colonnes de l'« Humanité rouge » une souscription spéciale destinée à aider un mouvement de libération du tiers monde qui lutte pour l'indépendance et la liberté en comptant essentiellement sur les forces de son peuple.

Nous reproduisons ci-dessous la liste du matériel nécessaire à la Zanu. Vous pouvez contribuez de deux manières à cette souscription :

– Soit en faisant remonter directement du matériel correspondant à la liste au local de notre journal ;

– Soit en adressant vos dons en argent au CCP de l'« Humanité rouge » : L'Humanité rouge CCP 30 226 72 D La Source avec la mention « Pour la Zanu ».

LISTE DE MATÉRIEL NÉCESSAIRE

Machines à écrire (standard électrique), radios multi-bandes ondes courtes avec lecteurs de cassettes, tubes d'encre pour duplicateurs, fichiers de bureau.

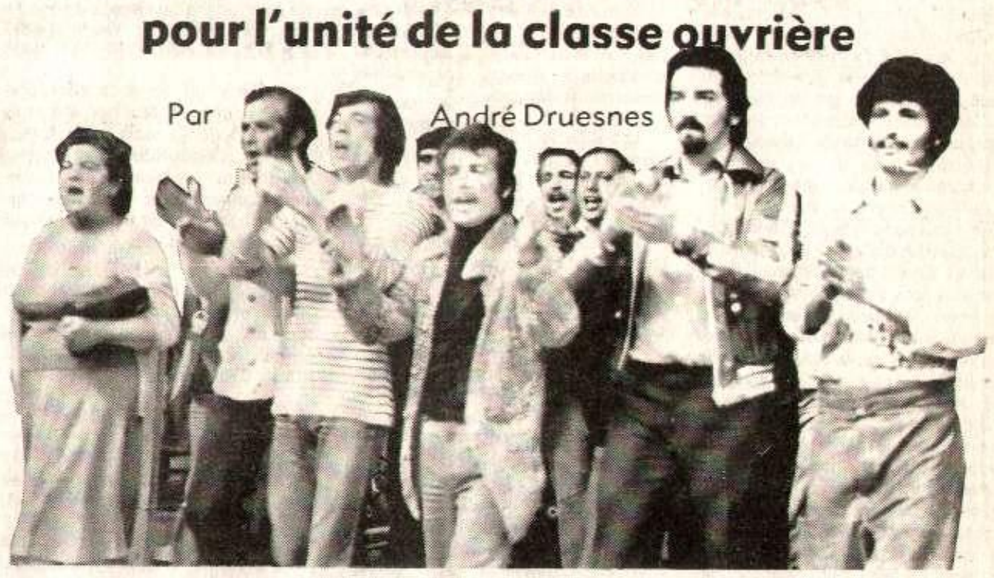
ÉQUIPEMENT D'IMPRIMERIE :
Tables de montage Granex, offset Solna, installations pour les plaques (Curt Bergwalls, Granex AB VC 465, brocheuse Rémo, plieuse Rotodux, massicot électrique, stylos bille, ronéos (5 manuelles, 5 électriques), grosses agrafeuses, boîtes d'agrafes, boites de trombonnes, gros magnétophones Uher, magnétophone automatique dissimulable, magnétophone miniature avec 100 cassettes, montres-bracelets, meubles de bureaux pour le rangement, dictaphones, T-Shirts avec impression du drapeau et du nom de la Zanu, et l'inscription : Pamberi ne Chimurenga.
Sacs de voyage, gourdes métalliques, flacons de vernis correcteur, gros massicots, petits massicots, rouleaux de scotch, stencils « électric stencil cutters », « Scanners », piles pour appareil photo Minolta, paquets de papier pour photocopies ainsi que du fluide, appareils photo avec flashes et films, règles, jeux de compas et pointes sèches, grosses paires de ciseaux, photocopieuses, paquets de grandes enveloppes, gros taille-crayons, dictaphones (écouteurs), dictaphones à pédales, insignes (broches) avec le drapeau de la Zanu et le portrait du président, emblèmes de la Zanu (drapeaux en papier), grands drapeaux de la Zanu, cassettes avec les chants populaires et révolutionnaires du Zimbabwe (Chimurenga).

Intérieur

UNE NOUVELLE BROCHURE

Avec le Parti marxiste-léniniste pour l'unité de la classe ouvrière

Par André Druesnes



Cette brochure qui vient de paraitre constitue l'outil indispensable qu'attendaient bien des lecteurs. Elle expose brièvement ce que propose le Parti communiste marxiste-léniniste de France pour l'action immédiate et pour préparer un changement radical de cette société capitaliste. Voici comment la présente André Druesne.

Sommes-nous des rêveurs, des rabâcheurs de révolution qui ne proposons aucune action immédiate ? Sommes-nous des révolutionnaires en paroles, des spécialistes de la division de la classe ouvrière ? Il faut en juger sur la base des faits. Notre Parti, ses militants sont dans l'action quotidienne avec leurs camarades de travail, syndiqués et non-syndiqués, français et immigrés, pour arracher les revendications économiques et politiques aux capitalistes et à leur gouvernement Giscard-Barre. S'agit-il de revendications utopiques, de formes d'action déraisonnables ? Les grèves, les actions, les luttes de chaque jour prouvent le contraire. Ce sont des luttes, des actions, des revendications conformes à l'intérêt de la classe, susceptibles de reconquérir et de forger son unité, conformes aux traditions positives, aux victoires passées, à l'expérience riche du mouvement ouvrier français. Que les camarades ouvriers qui ont déjà beaucoup combattu, que les jeunes qui ont fait leurs premières armes disent sans détour à notre Parti, aux militants du PCMLF quand nos propositions sont incorrectes, quand nos point de vue sont irréalistes. Qu'ils discutent avec nous, qu'ils critiquent et proposent, qu'ils s'organisent avec nous pour l'unité à la base et dans l'action !

A ces camarades de lutte qui pensent aujourd'hui que le parti révisionniste est le parti de la classe ouvrière, le Parti affirme qu'il y a plus de choses qui nous unissent avec eux que de choses qui nous divisent. Menons le combat en commun, discutons de nos désaccords. Ce qui est déraisonnable et irréaliste, ce qui est une voie de garage pour la classe ouvrière aujourd'hui, ce n'est pas d'affirmer la nécessité de préparer la révolution mais c'est le Programme commun, c'est de faire croire que les ouvriers et les paysans prendront le pouvoir en mettant un bulletin dans l'urne.

Oui, Marchais conduit à rêver et à se faire des illusions ; sa ligne politique conduit à la faillite et à l'impasse, conduit à la démobilisation et à l'écœurement. Par contre, le programme du Parti communiste marxiste-léniniste de France, ses propositions d'action sont pleinement réalistes et nullement dépassées dans le monde d'aujourd'hui. Nous souhaitons que cette modeste brochure contribue à en discuter avec nos camarades de combat et à les en convaincre.

Cette photo(HR) est celle de la couverture de la brochure : Juin 1978, ouvriers français et immigrés au coude à coude dans les ateliers des grosses presses de Renault-Flins.

Oui, il faut reconstruire un grand Parti...

(Suite de la page 1)

pas un parti révolutionnaire ouvrier appelant et organisant le peuple pour la résistance armée jusqu'au bout, qui a manqué à la Tchécoslovaquie en août 1968 ? Et à l'inverse, n'est-ce pas l'existence d'un grand parti communiste guidé par la ligne révolutionnaire de Mao Tsé-toung qu a permis la victoire de la révolution en Chine ?

Non, en France comme ailleurs dans le monde, la dégénerescence du PCF en un parti bourgeois n'est pas un argument pour renoncer à l'édification d'un nouveau parti communiste, au contraire. Sans un tel parti il sera impossible de guider le prolétariat et le peuple de France à défendre l'indépendance nationale aujourd'hui sérieusement menacée par les préparatifs d'agression de l'URSS. Il sera impossible de lier cette lutte contre les menaces étrangères à la lutte jusqu'au bout contre la domination de la classe bourgeoise. C'est pour cela que nous consacrons tous nos efforts à l'édification du PCMLF.

Henri JOUR

Informations générales

La chute de la natalité : Ça s'explique !

Après l'intervention de Madame Sullerot aux travaux du Conseil économique et social, la radio et la presse s'alarment de la chute de la natalité.

Le nombre des naissances est passé de 870 000 en 1973 à 720 000 en 1976, cette chute de la natalité va avoir comme conséquence un vieillissement de la population qui se traduira après 2010, par une disproportion entre le nombre des personnes actives et celui des retraités.

Ce rapport précise que le taux de fécondité actuel – 1,8 enfant par femme en moyenne – ne suffit pas, il faudrait 2,1 enfants par femme en moyenne pour garder l'équilibre.

« La solution à ce problème serait d'inciter les familles à avoir trois enfants et d'agir sur les facteurs de mortalité tels que l'alcoolisme, le tabagisme et les accidents du travail. »

Évelyne Sullerot explique *« on ne peut, à coup sûr, faire avoir aux familles un nombre d'enfants conformes aux intérêts du pays ; mais on peut, au moins leur permettre d'en avoir dans de meilleures conditions ».*

Voici le vrai problème énoncé. Il ne s'agit pas pour les familles de se désintéresser de « l'avenir du pays » et autres sornettes du genre, mais de faire face aux difficultés engendrées par une crise économique.

1973 : CRISE ÉCONOMIQUE

On note que le nombre des naissances a commencé à chuter brutalement depuis 1973. Or, on peut faire remonter le début de la crise économique à cette même date.

L'angoissante réalité du chômage s'oppose au désir d'avoir des enfants pour deux raisons. Tout d'abord, plus la famille est nombreuse, et plus il faut d'argent pour la nourrir, ensuite, les familles ouvriéres et celles des autres couches exploitées ignorent quel avenir sera réservé à leurs enfants : le chômage total ou partiel, les stages bidons, etc. ? Sans aucun doute.

Jusqu'en 1985, l'arrivée des jeunes sur le marché du travail sera particulièrement importante et supérieure au nombre de départs en retraite.

AUGMENTATION DU SMIC ET DES LOYERS

Outre le problème du chômage, les ressources des familles diminuent. Prenons deux faits d'actualité toute proche. Le gouvernement nous annonce qu'il y aura une augmentation du SMIC et en même temps, du loyer sur toutes les catégories, sauf pour les appartements insalubres.

Merci de votre générosité !

Le SMIC va peut-être passer de 10,45 à 10,68 F. Les loyers, eux, vont subir une augmentation de 6 % en général au mois de juillet. Ces deux exemples suffisent à comprendre avec quelle rapidité nos ressources diminueront. Et nous ne tenons pas compte de la hausse des carburants, du téléphone, de l'électricité, du gaz, etc.

Par ailleurs, les familles ne peuvent pas considérer les allocations familiales comme une aide substantielle, puisqu'elles touchent en moyenne 188 F pour deux enfants et 496 F pour trois enfants ! Ajoutons à cela les problèmes de garde d'enfants, vu le nombre ridicule de crèches proposées.

DES GROSSESSES INCERTAINES !

Jusqu'à présent, nous n'avons examiné que les problèmes financiers que pose l'éducation des enfants, regardons d'un peu plus près les prestations destinées aux femmes enceintes.

Il est vrai qu'elles pourront bénéficier de deux semaines supplémentaires de congé de maternité quand elles accoucheront de jumeaux et quand elles auront eu des grossesses difficiles. Ce congé passera donc de 14 à 16 semaines et parfois à 18 semaines, mais certaines enquêtes syndicales démontreront que les femmes employées dans les grands trusts textiles sont obligées de s'arrêter après le troisième mois de grossesse, si elles veulent accoucher à terme et dans de bonnes conditions.

A Gunther-Royon, entreprise de vêtements à Saint-Étienne, sur la période d'une année, 38 grossesses ont été menées à terme, dont 13 avec difficultés, deux enfants sont morts-nés et 15 femmes ont fait une fausse-couche.

Dans ces conditions-là, on comprend les raisons objectives de la baisse du taux de natalité.

Le taux de natalité est ce qui exprime le nombre d'enfants nés vivants par rapport à 1 000 habitants.

ESPÉRANCE DE VIE APRES 35 ANS POUR LES HOMMES SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (DE 1955 A 1971)

Cadres supérieurs : 40,5 ans
Techniciens : 39 ans
Ouvriers qualifiés : 37,8 ans
Ouvriers spécialisés : 34,7 ans
Manœuvres : 32,9 ans de plus.

RASSEMBLEMENT MERCREDI 28 JUIN A 19 HEURES
MÉTRO BASILIQUE A SAINT-DENIS
POUR PROTESTER CONTRE LE VIOL DE FATIMA PAR TROIS FLICS DE SAINT-DENIS